**DEUXIÈME PARTIE – Analyse critique de deux documents d’Histoire**

**Sujet**

Le Proche et le Moyen Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

*À partir des informations apportées par les documents ci-dessous et de vos connaissances, vous expliquerez dans quelles mesures on peut affirmer que la question israélo-palestinienne est aujourd’hui devenue une question de politique intérieure aussi bien que de géopolitique régionale.*

***Correction Version longue***

***[Il existe deux versions de cette correction : une version longue qui propose une correction qui déborde le simple cadre du document et propose une analyse comparée de la place de la question israélo-palestinienne dans les politiques intérieures d’Israël et des États arabes. La version courte propose juste une analyse de la place occupée par la question israélo-palestinienne dans la politique intérieure d’Israël. ]***

 La question israélo-palestinienne recouvre aujourd’hui deux réalités complémentaires mais distinctes : d’une part l’accession de la Cisjordanie et de la bande de Gaza théoriquement administrées par « l’Autorité palestinienne » au statut d’État, et d’autre part l’état de guerre larvée depuis près d’un quart de siècle entre l’État d’Israël et l’autorité palestinienne, guerre larvée alimentée par les fanatiques des deux bords, refusant de reconnaître l’existence de l’Autre. En Israël, la droite dure refusant d’envisager la création d’un État palestinien assimile les Palestiniens à une menace pour la sécurité d’Israël.

Israël, créé sur les débris du mandat britannique de Palestine (1919-1948) à l’issue d’une guerre israélo-arabe (1947-1948) entre les colons juifs et les fédayins palestiniens alliés aux forces armées des États arabes indépendants (Égypte, Jordanie) regroupées dans la légion arabe, rompt avec l’unité supposée du Proche et du Moyen Orient. État de langue hébreu dans un monde arabophone, peuplé à 75% de Juifs dans une région essentiellement musulmane, démocratie libérale dans un espace où dominent les régimes autoritaires et dictatoriaux, allié des puissances occidentales (France, Grande-Bretagne, 1948-1973) puis des États-Unis depuis 1973 (Guerre de Kippour-Ramadan) dans un espace qui fut la matrice de l’anticolonialisme et du Tiers-mondisme, Israël a été engagé dans un grand nombre de guerres avec ses voisins. C’est indiscutablement une question de géopolitique régionale, avivée par l’occupation (1967) de Jérusalem-Est, partie arabe de la Ville Sainte, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, puis de la politique de colonisation juives des terres dévolues par les Nations Unies aux Palestiniens.

 Le dossier documentaire constitué de deux documents (« Les résultats des élections législatives de mars 2015 en Israël » et un tableau statistique présentant les performances économiques d’Israël intitulé « Israël, une économie dynamique mais en déséquilibre ? ») permet de comprendre la place qu’occupe en Israël même, dans la politique intérieure, la question sécuritaire.

 Dans quelles mesures peut-on affirmer aujourd’hui que la question de la sécurité de l’État d’Israël sert d’étouffoir aux revendications sociales et politiques, non seulement en Israël mais également dans le reste de la région du Proche et du Moyen Orient ?

 Dans un premier temps le dossier documentaire invite à analyser d’abord la place occupée dans la vie politique israélienne par la droite dure israélienne (I), partisane d’un « Grand Israël » et de la « La Paix par la Sécurité », thème cher au LIKOUD depuis la fin des années soixante-dix. Mais les résultats des élections de mars 2015 montrent aussi l’émergence de nouvelles préoccupations sociales (II), marquée par l’alliance entre les communistes et les partis dits « arabes ».

**\* \* \***

 Les élections de mars 2015 en Israël pour le renouvellement de la KNESSET (Assemblée législative d’Israël, régime démocratique mais monocaméral) ont montré la victoire du Likoud dirigé par Benyamin NETANYAHOU, victoire étonnante au regard des sondages qui avaient longtemps donnés l’Union Sioniste (Centre Gauche) et son programme social gagnante.

**Que nous révèlent les résultats des élections législatives de mars 2015 en Israël ?**En apparence, **la première force politique en Israël reste l’extrême-droite**, majoritairement structurée autour de partis orthodoxe comme le SHASS. Avec 26,5% des suffrages et 31 sièges à la KNESSET, l’extrême-droite totalise le plus grand nombre de voix et de sièges. Pourtant elle est fracturée en 5 formations politiques, et son programme axé sur la Sécurité et la construction d’un « Grand Israël » qui engloberait la Cisjordanie, la bande de Gaza et le Sud Liban a rassemblé moins d’électeurs que lors des dernières élections puisque l’extrême-droite perd 20 sièges. C’est d’ailleurs la seule famille politique à en perdre. Mais les électeurs ont reporté leurs voix sur la droite radicale anti-palestinienne structurée autour du LIKOUD, le parti de la droite dure traditionnelle en Israël et longtemps dominée par la personnalité du controversé général Ariel SHARON. Aujourd’hui le LIKOUD est dirigé par Benyamin NETANYAHOU, « Bibi », qui représente les milieux d’affaires et le complexe militaro-industriel israélien et américain, pays dans lequel il a fait ses études avant d’y commencer sa carrière professionnelle. Le mode de scrutin en Israël assurant une représentation aux formations réalisant plus de 3,5% des suffrages (Scrutin de liste à la proportionnelle), le LIKOUD n’envoie à la KNESSET que 30 députés (+12 par rapport aux élections de 2013), soit loin des 61 voix nécessaires pour avoir la majorité : Benyamin NETANYAHOU devra donc organiser une coalition, comme c’est toujours le cas en Israël, et devra s’allier avec le Centre (21 sièges, en progression de 3 sièges par rapport à 2013) mais aussi avec certaines formations de l’extrême-droite pour avoir les dix sièges qui lui manqueront alors. La vie politique israélienne va être encore dominée par les formations de la droite dure impérialiste et par l’extrême-droite, qui retrouve son rôle de faiseur de roi, car sans elle Benyamin NETANYAHOU ne pourra pas gouverner. La victoire du LIKOUD est d’autant plus étonnante que dans les derniers jours des élections, le discours de Benyamin NETANYAHOU s’est considérablement durci, refusant la création d’un État palestinien, autorisant l’extension de la colonisation illégale de la Cisjordanie par les colons israéliens extrémistes et refusant toute forme de négociation sur le dossier du nucléaire iranien. C’est donc un LIKOUD extrêmement offensif que les Israéliens ont porté au pouvoir.

 **La victoire du LIKOUD est-elle révélatrice d’un état d’esprit profond de la société israélienne favorable à un comportement agressif de l’État hébreu sur toutes les questions de géopolitique ?** Assurément, les électeurs israéliens ont voté sur un programme sécuritaire (Centre-droit, droite et extrême-droite). Mais ils ont retiré leurs suffrages aux formations les plus radicales, tout en assurant l’émergence de force de contre-proposition. L’Union sioniste formée du Parti Travailliste israélien et de KADIMA gagne 3 sièges, et envoie 24 députés même si elle ne totalise que moins d’un électeur israélien sur 5. La vraie surprise est venue du bon score obtenu par le Parti Arabe Unifié (11% des voix, 14 sièges, + 3 sièges) qui agglomère d’anciennes formations comme le Parti Communiste israélien et des formations arabes israéliennes. L’opposition à la politique sécuritaire rassemble donc 38 sièges à la KNESSET, soit moins d’un tiers des sièges (31%). L’Union Sioniste avait axé son programme sur la lutte contre la vie chère, un thème social qu’on pensait au cœur des préoccupations des citoyens israéliens. En effet si l’économie israélienne (Qui repose sur l’exportation de la haute technologie et les services financiers) connaît une forte croissance (+4,9% de croissance du PIB), cette croissance ne profite pas à tous et génère de forts déséquilibres : les prix des logements locatifs (+30% de hausse en un an) et les prix des logements neufs (+50% entre 2013 et 2014) éloignent les jeunes de l’accès à un logement décent. La déflation (-0,5% pour l’indice des prix au 1er trimestre 2015) montre un net ralentissement de la consommation des ménages. Le chômage culmine à 6,5% de la population active et près de 20% des Israéliens sont pauvres (Mais 50% chez les Arabes israéliens qui représentent 20% de la population). Israël est donc une société dans laquelle les fruits de la croissance sont très mal redistribués. Mais la peur des voisins, savamment orchestrée depuis la création d’Israël par une classe politique libérale qui ne souhaite pas s’engager dans une réformation sociale de l’État et qui est envers et contre tout convaincue des bienfaits de la mondialisation anglo-saxonne, a été plus forte : d’ailleurs, si tous les pays de la région ont initié leurs « Printemps arabe » (Avec plus ou moins de succès), seul en Israël ce mouvement a été un échec cuisant. La question sécuritaire sert d’étouffoir aux revendications sociales pourtant légitimes dans un pays démocratique certes mais profondément inégalitaire.

 **Qu’en est-il dans le reste du Proche et du Moyen Orient ?** Là aussi la question israélo-palestinienne joue-t-elle le rôle de contrôle social, par l’orchestration de la peur et l’enseignement du mépris ? Il est vrai que des guerres d’ampleur ont amené les pays arabes à s’affronter avec Israël (1) cependant aujourd’hui et ce depuis 1982 (Invasion du Liban par Israël) la question israélo-palestinienne sert plus d’alibi qu’elle ne représente de véritable enjeu géopolitique (2).

 **Incontestablement, les États arabes du Proche et du Moyen Orient ont mené de terribles guerres contre Israël, montrant nettement par là que la question israélo-palestinienne était une question de géopolitique régionale.** Si la guerre de 1956 (Entre l’Égypte de Gamal Abdel NASSER et Israël) est initiée par Israël sur demande de la France et de la Grande Bretagne (Pour reprendre le contrôle du Canal de Suez), et celle de 1967 (Dite « des 6 jours ») est provoquée par l’État hébreu (Guerre dite « préventive »), les États arabes ont menés les guerres de 1947-1948 (1ère guerre israélo-arabe) et de 1973 (Guerre de Kippour en Israël et de Ramadan dans le monde arabo-musulman). Lors de la défaite de 1973, les royaumes pétroliers dont l’Arabie saoudite, d’habitude très discrets, imposent un embargo sur les produits pétroliers, ce qui aboutit au quadruplement du prix du baril de pétrole, et accélère l’entrée en stagflation des économies occidentales industrialisées. C’est « la crise ». Pourtant à partir de 1978 et le rapprochement entre l’Égypte d’Anouar EL-SADATE et Israël c’est la voie diplomatique qui est privilégiée. Si le caractère tardif de la naissance d’un proto-État palestinien (Accords d’Oslo-Washington, 1992) peut faire douter de la volonté des États arabes de voir naître un État palestinien, l’Arabie saoudite a de nombreuses fois proposé des plans de paix, achoppant sur la question cruciale des frontières de cet État palestinien (Celles de 1967 faisant consensus sauf en Israël) et la question du droit au retour des réfugiés des guerres de 1947-1948 et de 1967. Benyamin NETANYAHOU ne s’étant pas privé publiquement d’avoir sciemment orchestré l’échec des accords d’Oslo-Washington et d’en avoir dénaturé le contenu. L’échec de la création d’un État palestinien, ne relève donc pas uniquement d’un attentisme égoïste des puissances régionales arabes. Les États du Proche et du Moyen Orient sont par ailleurs pris dans des logiques géopolitiques complexes qui dépassent la simple question israélo-palestinienne : les émirats pétroliers du golfe arabo-persique sont des alliés des États-Unis, comme Israël, qui leurs assurent la protection militaire (Comme l’opération *Desert Storm* de libération du Koweït, 1990-1991, l’a montré), les États sont également divisés sur des questions politiques (États baasistes et nassériens comme l’Irak, la Syrie et l’Égypte face à des monarchies), des questions religieuses (Les États sunnites face aux États chiites comme le Liban, l’Irak ou l’Iran ou aux États hétérodoxes comme les Alaouites de Syrie), des questions linguistiques (La Turquie a longtemps été proche d’Israël face aux États arabes, le Pakistan, pachtoune, est entré tardivement dans la géopolitique arabe).

 **Mais Israël sert aussi d’épouvantail que les régimes agitent devant leurs populations.** Car avant les « Printemps arabes » (2009-2015) la plupart des régimes étaient déconsidérés et souvent illégitimes. Les privations de libertés imposées au nom de la lutte contre l’Occident impérialiste soutien d’Israël, le rôle prééminent de l’armée imposé au nom de la préparation à une hypothétique guerre de revanche servaient aussi à garantir la pérennité de régime en faillite : les inégalités sociales, par exemple, sont nombreuses en Arabie saoudite, pourtant un des pays les plus riche de la planète. Dans les monarchies pétrolières du golfe arabo-persique, la lutte contre Israël, d’abord sous forme de soutien financier puis cantonnée à une simple phraséologie guerrière, a permis d’assurer la légitimité d’une famille royale dévoyée et doublée sur sa droite par le mouvement ultra-rigoriste des Wahhabis. En Syrie la menace que fait peser Israël en occupant le plateau syrien du Golan a permis d’assurer aux Alaouites, pourtant minoritaires, la mainmise sur l’appareil d’État. La question sécuritaire est invoquée pour interdire les revendications sociales et politiques, dénoncées comme des menaces alors que les États arabes se considèrent comme virtuellement en guerre contre Israël. Benyamin NETANYAHOU, représentant de complexe militaro-industriel israélien (Il a été employé de la société RIM), en prônant une politique résumée dans le slogan « La Paix par la Sécurité » sert autant les intérêts de la droite israélienne, qui n’a pas d’autre programme à rédiger tant que pèse la « menace arabe », que les intérêts des dictatures arabes qui n’ont pas d’autre programme à proposer que la défaite d’Israël. Les droites ultras d’Israël et des régimes arabes ont donc des intérêts politiques communs. De fait la question israélo-palestinienne est devenue aussi une antienne politique commode pour éviter de poser dans chaque pays les questions de réformations sociales et politiques qui s’imposent.

**\* \* \***

 La question israélo-palestinienne est certes une question de géopolitique régionale. Mais elle n’est pas la seule à servir de marqueur des fractures stratégiques : les questions politiques et idéologiques, religieuses et linguistiques servent aussi à diviser les États de la région. Cependant, la question israélo-palestinienne est surtout devenue un étouffoir aux questions de libéralisation politiques et de réformation sociale : tant que la menace supposée de « l’Autre » pèsera, les droites au pouvoir en place n’auront pas besoin de proposer à leurs peuples des programmes sociaux qui font cruellement défaut.

© **Erwan** BERTHO (avril 2015)